

Simple militant: Le temps des combats, par Maurice Jaquier

1974

Préface de 1971

Extraits:

Vicissitudes chez les socialistes

Je fus assez déçu par ma première réunion de section chez les sociaux-démocrates. On se réunissait dans une arrière-salle de café, assez vaste, au fond du quartier de Plaisance. Les adhérents arrivaient, les uns après les autres, à partir de neuf heures, formaient des groupes où je pus distinguer plus tard des clans. La séance s'ouvrait, avec un confortable retard, un peu avant dix heures du soir. Les débats étaient académiques, on y cultivait la fleur de rhétorique. Peu d'ouvriers parlaient, ils ne se sentaient pas chez eux et ils se bornaient à applaudir les phrases creuses à tournures révolutionnaires qui couvraient elles-mêmes un creux politique assez décevant ; à lever la main lors des votes. Des citations de Jaurès et de Guesde émaillaient de-ci, de-là le verbiage.

Car des ténors, la XIV^e Section en regorgeait. Il y avait le père Bracke, comme on l'appelait familièrement; Mayéras à la barbe fleurie de quarante-huitard, Charles Pivert, redondant et gras, la femme de Ziromski que nous appelions Ziromska. Elle n'intervenait pas mais elle avait le sens de la coulisse et poussait les néophytes de son bord à intervenir. Parmi ceux qui montaient : Prosper Montagnon, Kokocinski, Graziani. (...) Un petit noyau d'ouvriers qu'animait Georges Gravier, un ingénieur du bâtiment, groupe auquel je ne tardai pas à m'agréger. La section devait compter quatre cents membres, il y avait bien soixante ou quatre-vingts présents lors des plus mauvaises réunions. Mais on faisait le plein, et même on le dépassait dès qu'à l'ordre du jour une élection se profilait, fût-elle municipale ou législative. Nous partions sur le coup de minuit, par groupes, vers nos domiciles respectifs. Comme je logeais à la porte d'Orléans, nous nous attablions au Café de l'Acropole, Mayéras, Ziromska, que son « ki » venait parfois rejoindre, Gravier et quelques autres. Souvent Victor Méric s'arrêtait avec nous. Il avait été rédacteur en chef du *Merle Blanc* fondé par Eugène Merle. Il en subissait la tyrannie.

Bègue, aussi gras que Victor était maigre, l'Eugène prenait tout à Victor: son temps, ses idées, son argent. Et Dieu sait si le gros Merle pouvait avoir le sens de l'exploitation!

Partant du succès de son hebdomadaire satirique, il avait fondé dans les années 23 une Société d'Édition et de Publicité Technique avec le concours de lecteurs qui prenaient des actions. Il avait lancé, avec brio, Paris-Soir, Paris-Matin, repris l'Assiette au Beurre, le Charivari, Paris-Flirt, fondé un prix

littéraire, celui du Merle Blanc. Il tint la main à tout jusqu'au jour où tout s'écroula dans le un scandale de la mère Hanau auquel il fut mêlé.

J'avais connu Eugène Merle quand je travaillais, le dimanche soir, à la rubrique sportive de *France-Soir*, où les rédacteurs ne touchaient jamais de pigne, mais recevaient chaque mois une magnifique lettre leur promettant monts et merveilles s'ils consentaient à investir dans la SEPT le montant de leurs mensualités. Lorsque Victor publia *La Der des Der*, un ouvrage pacifiste et futuriste, dans lequel il démontrait que l'Humanité irait à sa perte pour peu que les impérialismes utilisent les gaz de combat, il toucha de son éditeur une coquette avance. Sa femme était tuberculeuse, il y avait des années que Méric lui promettait des vacances en Haute-Provence. Heureuse, elle préparait déjà les valises quand Merle arriva, larmoyant : il lui fallait une grosse somme d'argent pour éviter une saisie... Et Victor se laissa faire une fois de plus, et sa compagne ne put aller sous les pins cicatriser ses poumons... C'était cela, cette frange socialiste à laquelle nous étions mêlés : chez les uns, une fraternité et une solidarité excessives; chez les autres, un idéalisme abâtardi mêlé d'affairisme sordide. Bien sûr, rien de comparable aux discussions dans les cellules communistes. Là, chacun était chargé d'une tâche dont il devait rendre compte. Ici, des interventions fumeuses où chacun y allait de sa marotte, de son dada, sans conclusions. « *Camarades, disait un ouvrier rouquin, si les travailleurs veulent tenir dans une grève, assez pour que le patron cède, il faut que chaque ouvrier achète assez de carottes pour tenir un mois !* » Pourquoi des carottes plutôt que des patates ?... peut-être parce qu'il était roux ? Les élus SFIO intervenaient, mais individuellement pour leurs électeurs afin de leur obtenir un emploi ou une ou une prébende, ne leur demandant en échange qu'une simple adhésion au parti. Et le parti grossissait et se développait là où il avait des maires, des conseillers généraux, des sénateurs, des députés, au prix d'un relâchement réformiste, et les nouveaux venus soutenaient la personnalité éminente, aggravant ainsi son poids politique. Il faiblissait et se durcissait là où il devait affronter, sans contrepartie, les élus communistes plus sectaires, plus intransigeants, plus fanatiques ; par voie de conséquence, les militants avaient la tripe révolutionnaire et subissaient moins la pression parlementariste.

J'eus l'impression, les premiers temps, de m'être fourvoyé dans cette « *vieille maison* », ainsi que Blum avait dénommé la SFIO au Congrès de Tours. Mais il y avait mon camarade Charleval, qui percevait les possibilités de redressement, sûr de l'appui des mineurs du Nord, des ouvriers de la ceinture rouge de Paris, des paysans pauvres, des pêcheurs, des femmes, des jeunes ouvriers. Et Gaston, un pur parmi les viciés, m'exhortait à la patience; nous épluchions ensemble avec notre petit groupe : tous ces événements que nous sentions venir : le fascisme, la réaction, la guerre.

Lorsque Graziani fut élu député en 1932, lors du Bloc des Gauches, la XIVème Section enfla aux dimensions de la grenouille de la fable. Tous ceux qui attendaient sur le pas de notre porte adhèrent, mais surtout des petits- bourgeois, peu d'ouvriers. La section, à l'image du parti, se divisa en trois tendances. L'une, de droite, « *La Vie Socialiste* » participationniste, réformiste, parlementariste avec Renaudel, Déat, Marquet, à la section Montagnon. La seconde, centriste, « *La Bataille Socialiste* », avec Léon Blum, Paul Faure, dont Jean Ziromski et Marceau Pivert constituaient la gauche. Elle était majoritaire dans le parti et dans la section. La dernière, « *L'Action Socialiste* », nettement minoritaire,

que menaient Jules Mallarte et Louis Périgaud; à la section, mon ami Gravier. C'était le groupe de Charleval.

Si Blum soutenait le Bloc des Gauches, il voulait préserver la virginité parlementaire du Parti, et de furieuses controverses avaient lieu entre ceux que nous appelions dans notre charabia les participationnistes et les anti-participationnistes.

« *L'Action Socialiste* » était pour l'unité d'action avec les communistes, et elle allait, dans cette voie, très loin avec eux. Participation aux Comités Amsterdam-Pleyel contre la guerre et le fascisme, sous la férule d'Henri Barbusse, déjà gâteux et que pompait sa secrétaire! Seule parmi les autres tendances, elle démontrait l'hétérogénéité de la « *Bataille* » qui ne constituait aucune garantie contre la participation à un gouvernement bourgeois. Elle analysait déjà la subtile distinction, que l'on ferait plus tard, entre l'occupation du pouvoir et sa gestion par le prolétariat, une fois détruite la société bourgeoise. Au Congrès de 1933, Léon Blum, « épouvanté » par le cynisme de Déat, fait exclure « *La Vie Socialiste* » qui formera d'abord l'Union Jean Jaurès puis le Parti Socialiste Français. Parallèlement, dans un souci d'équilibre (on coupe à droite, on coupe à gauche), « *L'Action Socialiste* » est dissoute; Mallarte, Périgaud, [Lissanski](#) sont exclus. Gravier, à la XIVe Section, Charleval à Aubervilliers, Claude Just, Montferrand, Claude Mary, Lucien Preiss et moi-même prenons l'initiative de constituer un Comité d'Action Socialiste Révolutionnaire. Nous reprenons des contacts avec la province et tentons un nouveau regroupement. Claude Just était tailleur d'habits, comme il disait ; il logeait rue des Rosiers où sa femme était concierge. Elle se débattait entre une série de mioches, ses locataires et son mari. Claude ne taillait et ne cousait que lorsque la politique lui en laissait le temps, et comme la politique ne lui en laissait guère... C'était un doux rêveur doublé d'un mythomane. Preiss, Gravier, Montferrand, Mary étaient des ouvriers ou des techniciens en chômage. Nous subissions le contrecoup de la grande crise de Wall Street. Mary était un bon orateur populaire, plus prédicant que tribun. Plein de verve, il enchantait ses auditoires surtout lorsqu'il terminait, dans un souffle, par ces mots : « *Alors, camarades, vous avez compris qu'on vous prend pour des cons ?* »

J'allais souvent rue des Rosiers, où nous nous réunissions pour établir notre plate-forme. Comme j'arrivais, un jour, en avance Claude m'apprit qu'il venait de recevoir un coup de téléphone important:

– *Je te le donne en mille, devine de qui ?*

– *Je ne sais pas moi, de Mallarte ?*

– *Que nenni, bien plus haut !*

– *Thorez ? Duclos ?*

– *Non, de Joseph Staline ! Qui veut me voir !*

Je crois bien que ma confiance en son équilibre mental tomba d'un seul coup et je n'avais pas envie de rire, comme je le fis plus tard chez moi. Il rêvait, Claude ! Dès lors, je ne vis Just que ce qu'il fallait, mais

pas plus. Il fut pourtant, au Congrès de Mulhouse, élu comme représentant notre tendance à la Commission administrative permanente de la SFIO. Belle recrue ! Jacques Duclos fréquentait assidûment la rue des Rosiers, surtout depuis que nous avons recueilli un nombre important de mandats sur une motion qui réclamait des socialistes : l'envoi d'une délégation à Moscou pour débattre la réalisation de l'unité. Pour éviter de prêter le flanc aux commentaires, il avait trouvé un prétexte pour venir : il avait commandé un habit à notre tailleur. Nous étions, Montferrand et moi, dans la cour le jour de l'ultime essayage. Claude, qui avait parfois de l'humour, nous avait laissés à la porte en disant malicieusement : « *Vaut mieux que vous le voyez pas, le gros Jacques, en caleçon et en chemise, cela nuirait à son prestige.* »

Mais lorsqu'il sortit, le camarade Duclos, dans son veston cintré, avec cette culotte qui lui remontait au-dessus des chevilles et qui plissait sur le ventre, comme le ventre devait plisser sous elle, nous dûmes, Montferrand et moi, envahir la loge pour expulser le rire inextinguible qui venait de nous gagner... qui montait en volutes du tréfonds de nos entrailles, que nous retenions de nos mains compressées, et dont Jacques Duclos n'a jamais dû comprendre la signification.

Il partit, en tout cas, et ne revint jamais.

Premiers combats

Le gouvernement Daladier tentait, succédant à Chautemps, de rétablir l'équilibre budgétaire de la France; la droite regimbait. Daladier-le-Chauve se prenait pour un fonceur. Ses amis parlaient de lui comme d'un taureau du Vaucluse... en quoi ils se trompaient: les taureaux de combat sont élevés plus au sud, en Camargue.

Déjà en 28, le gouvernement radical d'Edouard Herriot avait subi des avanies, un scandale financier, le scandale de Marthe Hanau où avaient trempé des gens proches du gouvernement. La mère Hanau avait considérablement élargi son audience, en subventionnant *Le Quotidien*, organe de la gauche radicale, et *La Rumeur*, journal financier que publiait alors Georges Anquetil. *La Rumeur* passait, à tort, pour un journal de gauche, parce qu'il y pourfendait certaines sociétés financières (pour les faire chanter !) mais elle était menée de main de maître par un incontestable pamphlétaire ! En 33, c'est l'affaire Stavisky qu'un autre radical va avoir dans les pattes. Alexandre Stavisky avait émis, sur le Crédit Municipal de Bayonne qu'il avait contribué à fonder, des bons de caisse gagés sur des bijoux volés ou faux. Pourchassé, malgré ses hautes relations, dénoncé à grand tintamarre par la presse de droite, Alexandre se « *suicida.* » La droite accusa le gouvernement de l'avoir fait tuer pour couvrir ses complices et étouffer un scandale qui rejaillissait sur certains chefs de la gauche, au pouvoir depuis 32.

Dès décembre 33, et pendant tout le mois de janvier, les jeunes gommeux des Camelots du Roy tentent de manifester, au Quartier Latin d'abord, puis par les boulevards Saint-Germain et Raspail, enfin en direction de la Chambre des députés. Aux cris de : « *A bas les voleurs !* »

Nous suivions chaque soir ces manifestations avec Charleval, parce qu'il nous semblait qu'elles allaient dégénérer. Elles prenaient chaque jour plus d'ampleur et nous inquiétaient. Les factieux s'étaient organisés pour les coups de main. C'était leur première possibilité depuis l'affaire Dreyfus, le brave général Boulanger, d'abattre la « *Gueuse* ». La droite était alors aussi confuse que la gauche de nos jours. Ce qui n'empêchait pas les Jeunes Patriotes d'arriver en renfort, mêlés à des vieux birbes d'Action Française qui encourageaient cette jeunesse.

Et puis, tous s'y mirent de proche en proche: les Croix-de-Feu de l'ineffable colonel-comte de La Roque, les associations de droite des Anciens Combattants, soutenus par le Comité des Forges, la Confédération du Patronat Français, la Ligue Civique et enfin, derniers venus, les Francistes du pédé Bucard.

Les jeunes nervis étaient armés de cannes et de gourdins. Cannes de jonc à bout plombé des Camelots, cannes-épées de certains JP, plus les matraques, coups-de-poing américains pour se défendre contre la police qui y allait, d'ailleurs, moins fort que contre des prolos.

Au début, chargés à coups de pélerine par les gardiens de la paix et, au fur et à mesure que progressait l'émeute, par les crosses des fusils des Gardes Mobiles, enfin par les coupe-choux des Gardes Républicains à cheval.

Les émeutiers, jour après jour, apprenaient à mieux se battre. Arrachant des grilles d'arbres, les brisant en menus morceaux pour en faire des projectiles. Renversant les vespasiennes et les kiosques pour de fragiles barricades, brûlant des autobus. Jour après jour, soir après soir, l'agitation gagnait. Les jeunes oisifs avaient fabriqué, à l'aide de longs bâtons sertis à leurs extrémités de lames de rasoir entrecroisées, des tranche-jarrets qu'ils utilisaient contre les chevaux. Ils lançaient sur la chaussée outre les grilles des arbres, des billes en acier, des myriades de billes sur lesquelles s'écartelaient les fiers coursiers des Gardes.

Leur technique du combat s'améliorait chaque jour. Quelques coups de feu claquaient parfois. Fin janvier, Chautemps, dont le frère a été avocat de Stavisky, dont le beau-frère, le procureur Pressard, est pas mal mouillé dans l'affaire, cédant à la contrainte de la rue démissionne. Devant ce premier succès les Ligues Factieuses reprennent de l'audace. « *A bas les voleurs! A bas les voleurs !* » devient le slogan facile, aisé, commode, pour rassembler autour des plus odieux réactionnaires une partie de ces classes moyennes qui aidèrent pareillement au succès d'Hitler. Comment le Parti Communiste, par la même sorte d'aberration qui l'avait fait, en Allemagne, mener des grèves avec les Hitlériens, rejoignit-il dans la rue les émeutiers de droite ? Comment les prolétaires se retrouvèrent-ils dans la rue avec leurs pires adversaires, criant avec eux « *A bas les voleurs* » ?

Cela tient à la fois du désarroi et de l'incapacité.

Cela frôle la trahison, la déloyauté, la forfaiture.

Lorsque, les 5 et 6 février 1934, nous nous retrouvons, place de la Concorde, face aux fascistes français saluant à la romaine et chantant à peine gueule *La Marseillaise* tandis qu'autour d'eux les gars des usines et des chantiers, ceux de la JC, les anciens combattants de l'ARAC poings levés chantent L'Internationale... devant cette infâme collusion, nous avons, Gaston Charleval et moi, une telle nausée que nous décidons d'alerter nos camarades sur le danger que nous courons et la nécessité de réagir avant qu'il ne soit trop tard. La Fédération de la Seine de la SFIO n'a pris qu'une initiative, timide, tardive, précaire : les militants et sympathisants sont mobilisés dans leurs permanences. Nous allons les secouer, leur expliquer que les libertés démocratiques sont en péril. Quelques copains réagissent, avec lesquels nous allons tenter de toucher les responsables des rayons communistes... ils sont dans la rue, avec ceux de la droite et nous ne les trouverons pas. Le matin du 6 février, l'Humanité donne la consigne d'aller manifester au rond-point des Champs-Élysées. Comme la presse réactionnaire ! Après la fusillade du soir, fasciste et communistes crient ensemble : « *Assassins ! Assassins!*... » Le titre de l'Humanité du 7 rejoint presque mot pour mot celui de l'Action Française: **GOVERNEMENT DE FUSILLEURS ET D'ASSASSINS !**

Heureusement, sous l'inspiration de Ziromski et de Marceau Pivert les Fédérations de Seine et Seine-et-Oise du Parti Socialiste prennent l'initiative d'un tract: **TRÊVE AUX DIVISIONS, UNITÉ D'ACTION LOYALE.**

Une délégation de notre parti propose le même soir une manifestation de rue pour le 8 février. Renaud Jean et Doriot, au Comité Central du PC, veulent proposer à la SFIO une manifestation commune. Thorez refuse ! Il veut une manifestation, mais la sienne, qu'il fixe le 9 au soir place de la République. Le soir du 7, vers dix-huit heures, une délégation du PC se présente à la permanence de la XIVème section. Notre salle est comble et les militants s'agitent. Ce n'est peut-être que le spectre du fascisme, mais les conditions pour la fascisation du régime semblent remplies. Les plus lucides insistent pour que l'unité d'action avec nos camarades communistes se réalise d'emblée, avant qu'il ne soit trop tard. Toute la gauche de la section insiste de façon pressante. La délégation communiste attend notre réponse dans la salle du café. En un quart d'heure un vote unanime décide d'une manifestation pour le soir même à la mairie du XIVème°. Les communistes exultent : l'unité à la base se réalise. Le soir du 6 février, nous nous étions retrouvés, avec tous les copains du CASR, dans l'immeuble de la rue Feydeau où siégeait la Fédération. De partout des militants venaient aux nouvelles. La fusillade ! Les morts ! Les blessés ! Côté factieux, côté ordre ! On stigmatise la présence des communistes à la Concorde.

— Il faut décréter la grève générale !

— Répondre à l'insurrection par l'insurrection !

— Armer le peuple, réaliser l'Unité !

Les gens s'installent, tous les bureaux sont pleins, les escaliers, les couloirs bourrés de monde. On s'organise pour passer la nuit. Des barres de fer apparaissent amenées par on ne sait qui. Des métallos

ont leurs poches, leurs musettes pleines de boulons et de billes d'acier. De partout on annonce que les ouvriers sont à l'unisson. On discute (...)

La marche au front unique

Nous n'étions plus isolés, au CASR, sur le problème de l'unité d'action. La gauche de la Bataille socialiste, se démarquant des réformistes, poussait à la même roue. Des rangs du Parti Communiste, le grand Jacques, instruit par les événements de février, voulait compléter par des accords au sommet ceux qui s'étaient réalisés spontanément dans la rue.

Nous étions réticents sur des accords Blum-Paul Faure et Thorez-Duclos. Mais notre influence demeurait faible à l'intérieur du Parti. Et puis, l'engouement unitaire était si grand ! On avait beau dire : nous n'étions pas partisans de l'Unité pour l'unité, mais pour une unité réalisée dans la Clarté ! Au royaume des sourds les bègues sont rois !

Nous participons à des comités de vigilance avec et en et en dehors des comités Amsterdam-Pleyel. Doriot en avait recensé plus de trois mille à la base. Benoît Frachon, à leur propos, parlait de crime contre l'unité, tandis que la CGT de Jouhaux affirmait : « *Entre les communistes et nous il ne peut y avoir rien de commun !* » Le 31 mai, nouveau tournant du PC, le Komintern ayant décidé que, devant la menace fasciste, la question du front unique au sommet devait être proposée à la direction de la social-démocratie française ! Staline, le père, avait donné un ordre: Thorez, le fils soumis, s'inclina.

Le 11 juin, Blum et son équipe, Thorez et la sienne, se rencontre pour la première fois depuis 1921 autour d'une table ronde. La marche vers l'unité va si vite que la Fédération de la Seine organise, avec son homologue communiste, un immense meeting, le 2 juillet au Bal Bullier, avenue de l'Observatoire. Il y eut tant de monde qu'on dédoubla la manif dans le gymnase Huygens, tout à côté de mon ancienne école primaire. Le 27 juillet, le Pacte d'Unité d'Action entre SFIO et SFIC était signé. Nous nous engagions dans la plus grande illusion... celle d'où allait naître le Front Populaire.

L'insurrection des Asturies

En automne 1934, l'Union Générale des Travailleurs (UGT) et la Confédération Nationale du Travail (CNT) unies dans l'action, pour la première fois, en Espagne, déclenchèrent une grève générale provoquée par un discours fait à Covadonga, dans les Asturies, par le pro-fasciste Gil Rogles, chef de la CEDA catholique. Cette grève a un tel retentissement que les hommes de la CEDA ont toutes les peines du monde à regagner la capitale. Une semaine après, Gil Robles déclare que son parti ne soutiendra plus le gouvernement. L'UGT comprend tout de suite que si la CEDA entre au gouvernement sans avoir, au préalable, pris position pour la République, elle ne le fera que pour préparer la fascisation de l'État. En octobre 34, malgré les manigances d'Alcala Zamora, président de la République espagnole, à la suite de la démission de Samper, ce n'est pas Robles mais le radical Lerroux qui est appelé. Celui-ci fait entrer trois membres de la CEDA dans son gouvernement, mais pas le chef de la CEDA. A Madrid, l'UGT décrète la grève générale. Les socialistes, armés, sortent dans la rue et attaquent le ministère de

l'Intérieur... la CNT ne bouge pas !... A la fin de la soirée du 4, l'ordre est rétabli et les leaders socialistes sont arrêtés.

A Barcelone Luis Companys proclame l'État catalan et propose d'établir un gouvernement provisoire de la République de Catalogne. Sa tentative est rapidement matée. Là encore, ni la CNT, ni la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI) ne prennent position.

Par contre, aux Asturies, le soulèvement est général. Ce sont les mineurs qui mènent la révolte, avec un héroïsme exemplaire. Et ils réussissent de surcroît, groupés en Union des Frères Proletaires (UHP), à rallier non seulement les anarchistes, mais encore les communistes et les communistes dissidents de l'Alliance Ouvrière (ce groupe devait, plus tard, contribuer à la formation du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste – le POUM). Les chefs droitiers de la social-démocratie se mouillèrent à fond.

L'insurrection a des armes. Les mineurs disposent d'un nombre incalculable de cartouches de dynamite; ils les utilisent au combat comme des grenades, dont ils allument la mèche avec la cigarette qu'ils ont à la bouche. Le nom de *dynamiteros* est inséparable de la Révolution d'Octobre.

Le hasard fait que je me trouve en déplacement d'affaires du côté d'Hendaye. A peine informé, je pars en hâte pour Oviedo, quartier général de la révolte, où je me mêle aux ouvriers en armes. La République Socialiste des Asturies est proclamée. Les casernes des Gardes Civils, les églises, les couvents, les mairies, sont attaqués. Au bout de trois jours, la presque totalité de la province est entre les mains des Frères Proletaires. Des Comités sont mis en place partout, chargés d'assurer le ravitaillement, l'ordre, la lutte. Toutes les manufactures d'armes, mobilisées, travaillent de jour et de nuit pour fournir l'équipement et les munitions. Ce sont des Comités d'usine qui les dirigent et qui, avec l'exaltation particulière aux Espagnols, les font tourner « *au nom des travailleurs* » !

Les usines, les mines, les bureaux sont fermés. Les travailleurs en grève s'enrôlent dans « *l'Armée rouge* » qui a ouvert des bureaux de recrutement. Plus de 50 000 mineurs sont sous les armes. Le comité de base de Mieres envisage même de marcher sur Madrid. Les troupes fidèles au gouvernement ne sont pas nombreuses. Commandées par le général Lopez Ochoa, elles ne tiennent que le périmètre d'Avilés où elles sont cantonnées. Lerroux fait appel à deux généraux pour mater la rébellion : le général Goded et le général Francisco Franco (!) qui décident, en plein accord avec le gouvernement « *républicain* », d'utiliser la Légion Étrangère contre les insurgés, cette Légion qui avait conquis le Maroc.

Les travailleurs résisteront jusqu'au 20 octobre, écrasés par des forces mieux équipées, utilisant l'aviation de bombardement. Mais le manque de confiance caractéristique de Lerroux dans les troupes régulières, dont certaines avaient fraternisé avec les insurgés, est la marque essentielle de cette période.

J'étais sur la place de Sama de Langres lorsque Belarmino Tomas, qui avait avec Gonzalès Peña, pratiquement dirigé toute l'insurrection, déclara, à peu près, à la foule considérable massée autour de

lui : « *Camarades, nous avons été vaincus ! Mais si nous avons été vaincus, c'est que, dans toutes les autres provinces d'Espagne, tous les travailleurs n'ont pas fait leur devoir et ne nous ont pas soutenus... Tout ce que nous pouvons faire, c'est de conclure la paix, car si nous avons encore des fusils et des mitrailleuses, des canons même, nous n'avons plus de munitions ! Mais la paix ne signifie pas que nous abandonnions la lutte de classe ... Demain, plus tard, nous gagnerons les prochaines batailles qui se termineront par la victoire finale des exploités. »*

La répression fut sanglante. Des milliers de combattants furent massacrés. Des dizaines de milliers de gens furent emprisonnés et torturés. Les Maisons du Peuple étaient transformées en prison où des sadiques battaient à mort des hommes, des femmes et même des enfants, dont certains étaient blessés aux combats. J'avais pu, avec un convoi qui se dirigeait sur Llanès, m'enfuir lors de la débâcle avec un groupe de camarades, parmi lesquels un membre de l'Alliance Ouvrière, Rondinella, et Gaston Weill, un anarchiste français... Nous étions une vingtaine emprisonnés à Llanès dans une pièce sordide, et nous menions grand tapage en [illisible] de notre qualité de Français. Lorsque je fus interrogé, je niai toute participation à l'insurrection. J'étais un touriste, venu pour affaire... – Mes vêtements déchirés ? – Les soldats de la Légion qui m'avaient tabassé ! Nous obtenons d'être isolés, Gaston et moi, en attendant qu'on discute de notre sort.

Un soir, le quatrième, en sortant dans une cour, nous apercevons une porte ouverte, nous la franchissons avec appréhension. Dehors, la nuit est noire. Nous marchons sur une route, en direction de Santander. Nous nous cachons dans les fossés au moindre bruit suspect. Nous dormons toute la journée dans une maison en ruine, pour repartir à la nuit. Le sixième jour, nous arrivons à Santander, mourant de faim, épuisés. Gaston réussit à entrer dans la ville, à la recherche d'un ami pêcheur. Il vient me retrouver, nous avons un asile ! Au petit matin, nous partons en barque, vêtus d'habits de pêcheurs. Nous serons, le soir, à Bayonne. Sauvés ! Il me fallut une bonne huitaine pour me remettre de mes émotions et tirer des enseignements de ce combat, le premier auquel je participais les armes à la main. De la fréquentation des Frères Proletaires j'avais retiré la certitude que des horizons incomparables, incommensurables, demeuraient ouverts, avec un peuple aussi héroïque. Car les mineurs avaient pris le pouvoir politique. Les revendications matérielles c'était la République Socialiste des Asturies, pas les salaires.

Le coup de théâtre du 2 mai 1935

Staline, qui a depuis belle lurette renoncé à l'Internationalisme prolétarien et qui prétend construire le socialisme dans un seul pays, se cherche des alliés de toutes parts. Dans un communiqué officiel qui éclate comme une bombe dans les milieux communistes français non avertis, on lit la phrase suivante : « *Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de Défense Nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* » D'un seul coup, toutes les bases de la politique intérieure et extérieure de la France s'effondrent. Alors que Maurice Thorez s'opposait au service militaire de deux ans, qu'il s'était affirmé quelques semaines auparavant défaitiste-révolutionnaire ! *l'Humanité* proclame et affirme : « *Staline a raison !* » Et voilà que tout le PC bascule dans le nationalisme, reprend le drapeau tricolore et *La Marseillaise* à la bourgeoisie, abandonne le

défaitisme, range au magasin des accessoires la lutte contre les deux ans, devient le Parti de la Nation Française, ajoute à son sigle le F de Français, le PCF ! Le Secours Rouge International suit, dans la même foulée, et se transforme en Secours Populaire Français.

Du côté des réformistes politiques et syndicaux on déclare que l'unité devient possible puisqu'un « *pont vient d'être lancé sur le fossé de la Défense Nationale* ». Les radicaux se découvrent des trésors d'indulgence pour les staliniens. Thorez met les bouchées doubles. Il passe du Front commun à « *la main tendue* » aux catholiques et aux Croix-de-Feu. Puis au Front Populaire, qui propose l'alliance des partis ouvriers avec la petite bourgeoisie, et un peu plus tard, pourquoi pas ? au Front des Français, ultime objectif de la stratégie stalinienne. Bien sûr, Claude Just, empêtré dans les contradictions que son « *ami* » Staline lui jette dans les pattes, a encore tendance à suivre le PCF. Je décide de faire cavalier seul. Lucien Preiss et Charleval suivent. A Bagneux, sur lequel je concentre toute mon action, je me lance dans la bataille avec mon groupe et nous taillons de sérieuses croupières aux communistes. Plusieurs de ses militants et de ses sympathisants nous suivent dans les conclusions que nous tirons du Pacte, au sein du CUAA. Les communistes le font capoter. Mais six militants adhèrent à la Section socialiste, expliquant qu'ils refusent de collaborer avec les adversaires de classe. Nous constituons avec eux un groupe à la Cité du Champ-des-Oiseaux, où ils se dépensent à fond à nos côtés. Je sais qu'au sein de la Bataille Socialiste de sérieuses divergences apparaissent entre Léon Blum – Paul Faure et Pivert – Zyromski... mais je n'ai pas de contacts avec ces derniers. Nous sommes trois: Lucien dans le XVIII^e, Charleval, qui est maintenant à Montrouge, moi à Bagneux. Ce que je tente de faire, ils le tentent aussi. Mais il y a carence de l'aile gauche de la SFIO, alors que de sérieux espoirs de travail et de recrutement apparaissent dans la base du PCF. Des dizaines de militants déconcertés par toute une série de virages à chaud permettraient le renforcement révolutionnaire de notre aile gauche... La mystique du Front Popu, qui allait surgir, refroidira notre potage ! Ni Mallarte, ni Périgaud, ni les exclus de l'Action socialiste, ni le CASR, ni la gauche de la Bataille n'ont su à temps se regrouper. Lorsqu'ils le feront en octobre 1935, cinq mois auront été perdus... les plus importants pour la lutte.

Naissance de la gauche révolutionnaire

C'est un soir d'octobre 1935 que Charleval m'avertit que Pivert était décidé à sortir de la Bataille Socialiste. Nous avons rendez-vous avec lui et plusieurs autres groupes dans la salle d'un café, au premier étage du 6 de la rue des Archives. Il y avait là la gauche de la Bataille, notre reliquat du CASR, d'anciens Souvariniens avec Michel Collinet, un groupe de Luxembourgistes avec René Lefevre qui éditait la revue *Masses* et les *Cahiers de Spartacus*, un groupe de Révolution Constructive avec Claude Beaurepaire, du Combat Socialiste avec Lucien Laurat, de l'Action Socialiste Malarte et Périgaud et même le « *Capitaine Treint* », naguère membre du Comité Central du PC, qui avait eu son heure de gloire en Russie et lorsqu'il proposait « *de plumer la volaille socialiste* » ! Il en sortit, non sans de troubles discussions, une nouvelle tendance : la « *Gauche Révolutionnaire* », dont l'audience était dès le départ bien plus large que tout ce qui avait été tenté auparavant. Mis à part quelques ouvriers authentiques, les gens que nous rassemblions étaient surtout des intellectuels, des enseignants, des techniciens. Au Comité directeur de trente membres, auquel je fus élu, ne siégeait qu'un seul ouvrier : Lucien Vaillant. Mais notre base dans les quartiers populaires de la région parisienne était

authentiquement de la Classe. Elle ne participait pas assez à l'élaboration de notre doctrine, mais nous allions la juger dans l'action. Là, elle se révélerait capable du meilleur... et quelquefois du pire.

En tout cas ce premier soir Charleval et moi nous exultions. Enfin quelque chose venait de naître à quoi s'accrocher. Gaston m'avait poussé à accepter la trésorerie de la tendance et je devais assumer, en outre, l'administration de la revue que nous voulions sortir et qui porterait, elle aussi, le titre de *Gauche Révolutionnaire*.

Marceau, que je ne connaissais pas encore, m'avait fait bonne impression... un peu velléitaire peut-être ; Michel Collinet : un érudit ; Claude Beaurepaire, François Moch, Édouard Serre : des techniciens éminents ; le couple Modiano, Krihiff, les frères Goldschild : des pacifistes idéalistes ; André Weil-Curiel, Daniel Guérin, René Cazanave, Georges Soulès : des ambitieux qui ne manquaient pas de qualités. Mais il y avait des jeunes, ceux de la cohorte de René Lefevre : André Cerf, Jean Meïer ; et ceux de la cohorte de Marceau : Lucien Weitz, Pierre Stibbe, Jacques Lalande... Ce premier classement allait, dans l'avenir, se révéler assez exact. Il n'en est pas moins vrai que je me sentais plus ferme, moins isolé et que si nous allions avoir à disputer, à débattre, la lumière était au bout du couloir !

Rapports avec les trotskystes

En août 1934, Léon Trotsky avait décidé que ses partisans en France devaient entrer dans la SFIO. Le « *Vieux* », comme l'appelaient ses amis, avait des idées bien arrêtées... Elles succédaient à d'autres idées, antérieures, qu'il reniait à coups d'explications lumineuses que suivaient d'autres explications, plus lumineuses encore. C'était, du moins, la justification qu'en donnaient ses adeptes. Pour moi, le trotskysme n'était qu'une branche bâtarde du léninisme, comme le stalinisme en était une autre. C'était péremptoire !

J'avais rencontré Jean Rous, lorsqu'il adhéra à la XIVe Section vers septembre. Avocat, rond d'aspect et de manières, sympathique, ouvert... passablement diplomate... Pour lutter contre la bureaucratie socialiste, je me serais allié avec le diable, et Jean faisait davantage songer à un moine qu'à un diable.

Lorsque je vins à Bagneux, nous eûmes peu d'occasions de nous rencontrer et nos « trotskos », comme nous les appelions, furent exclus dès le Congrès de Mulhouse. Au cours de l'été de 1935, mes relations avec eux, en tant que parti ou fraction dans le parti, en demeurèrent là... Ils reviendront à la charge, plus tard, dans le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan. Mais ceci, comme disait Kipling, est une autre histoire, dont nous reparlerons le moment venu. Non que j'aie particulièrement envie de me désolidariser d'eux. Parmi le quarteron que j'ai fréquenté, il en était de valables: Jean Rous, Yvan Craipeau, Naville, Frank. Les autres ne constituaient, comme le disait Emile Rouaix, que des « *cas pathologiques* » ! René Lefevre en avait comptabilisé le nombre de leurs Internationales scissions: plusieurs dizaines. En France, ils évoluaient de sectes en coteries, de clans en factions. S'excommuniant les uns les autres, se raccommodant ensuite pour mieux se séparer encore. Et comme cela dure depuis les années 30 jusqu'à l'époque, 1974, où sortira ce livre, pour moi qui professe qu'en politique l'action se mesure aux résultats... je constate que ceux-ci sont minuscules... Mes lecteurs tireront eux-mêmes

la conclusion. Qu'ils constituent une aile révolutionnaire de la famille socialiste, je le concède à certains d'entre eux... C'est toute la concession que je leur fais et s'ils trouvent que je les expédie en trente lignes, c'est qu'à mon sens ils ne valent pas plus.

La gauche révolutionnaire se définit

Le mot d'ordre de Front Populaire avait pris ! Quelle devait être notre attitude à son égard ? Il ne s'agissait que d'une alliance parlementaire, dans laquelle le parti le plus pourri de la III^e République allait tenter de se refaire une virginité. Les résultats électoraux des Municipales avaient permis de constater que là où l'alliance socialistes- communistes avait eu lieu le plein des voix électorales s'était réalisé. Même à Bagneux, où de sordides combinaisons avaient été échafaudées (et il y en avait eu dans toute la France), les réactionnaires avaient été écrasés.

Fort de notre expérience dans les CUAA, je préconisai de créer des Comités de Base du Rassemblement Populaire, à partir desquels nous pourrions entraver les manœuvres des staliniens comme des réformistes. Mais les théoriciens de la GR ne nous sentaient sans doute pas capables d'affronter les débats à la base. Certes, ils n'étaient pas timorés physiquement, nos théoriciens, à la GR, du moins une partie d'entre eux. Mais ils l'étaient politiquement, en nous faisant marcher à pas feutrés, en nous faisant chanter, tels des choristes de l'Opéra. : « *Marchons sans bruit !... Marchons sans bruit !* » L'unité, telle que Blum la concevait, devenait réalisable à partir du moment où l'on ne butait plus sur l'écueil de la Défense Nationale. Les staliniens, eux, s'appuyaient sur un roc : le monolithisme de leur parti se jouait de la de la faiblesse à laquelle la démocratie condamnait les autres ! Et lorsque l'unité syndicale se réalisera entre la CGT et la CGTU, ils investiront la nouvelle Centrale, de l'intérieur, au grand dam des réformistes (mars 1936).

Là encore, au lieu de nous appuyer sur notre seule richesse : la base ouvrière de la social-démocratie, qui existait alors, nous préférâmes nous réfugier dans des arguties qui se retournaient contre nous, et nous faisaient prendre pour des anti-unitaires.

Les législatives de mai 1936

Aux élections des 26 avril et 3 mai 1936, le Front Populaire devenait au moins une réalité électorale, puisqu'il obtenait à la Chambre 389 sièges contre 223 à la réaction. La SFIO enlevait 149 sièges, les radicaux 111, les communistes 72. Alors que les staliniens misaient sur une victoire radicale, Blum était désigné par le suffrage universel comme le chef de la nouvelle majorité.

Dans les sections, à la base, on espère que Blum revendiquera le pouvoir tout de suite, sans attendre les délais traditionnels qu'imposent les règlements... mais non, il attend ! Alors que, dans les sections, l'on s'attend à devoir désigner les ministres socialistes, c'est Blum et ses amis qui, dans la coulisse, mijotent le ragoût ! Alors que, dans les sections, on compte que seront promus des fonctionnaires prenant appui sur le Parti pour investir l'appareil d'État de la bourgeoisie, Blum ne fait que se résigner à exercer le Pouvoir ! C'est aussitôt une très grande désillusion chez les militants honnêtes, pour

lesquels toutes les forces vives du Parti auraient dû être mobilisées ; qui espéraient que Léon Blum, qui avait tant de fois refusé de participer au pouvoir, allait utiliser un autre style. Allait, puisque le Peuple lui en donnait les moyens, non pas, bien sûr, foutre en l'air l'autorité, mais au moins l'investir de l'intérieur pour la détruire, et ensuite... Douces illusions, me dira-t-on ? Rêveries romantiques de révolutionnaires utopistes ? Je ne sais. Je relate seulement ce que je ressentais et ce que dans le Parti, et à l'extérieur, des milliers et des milliers d'hommes attendaient, espéraient, imaginaient. Notre camarade Marceau Pivert avait beau écrire dans le *Populaire* : « *Tout est possible !* » et notre Parti a ce privilège et cette responsabilité... d'être porté à la pointe du mouvement... les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées, mais d'un instinct sûr ... Léon Blum continuait dans la tradition républicaine et les militants étaient floués ! Mais les masses, qui y croient, vont entrer délibérément en action. Très vite... on les contiendra !

[REPORT THIS ADPRIVACY SETTINGS](#)

Les grèves avec occupation

Dès le 8 mai, trente ouvriers de la Société Générale de Fonderie occupent leur usine... La presse, la radio le taisent. Le 11, c'est Bréguet ; le 13, Latécoère ; le 16, Bloch. La population leur vient en aide et les ravitaille. Le mouvement se développe, c'est ensuite Lioré et Olivier, les Raffineries du Havre. Fin mai, dans la région parisienne, presque toute la métallurgie est en grève. En province, le mouvement s'amplifie... Les directions syndicales ne font que subir, ne donnent aucune consigne, ne prennent aucune initiative. Le 28 mai, Renault entre dans la lutte. Les patrons de la métallurgie promettent d'examiner une convention avec la CGT ; ils exigent, en préalable, l'évacuation des usines, tenues par la classe ouvrière, dans lesquelles elle entretient le matériel qui n'a jamais été aussi bien briqué que depuis l'occupation.

Le 29 mai, il a plus de 300 000 métallos en grève !

La CGT réunifiée, soucieuse, conseille d'évacuer les usines. Les ouvriers répondent... du 1er au 5 juin, près de 3 millions de travailleurs sont en grève à travers la France. La Confédération du Patronat français lance un ultimatum à Blum le 5 juin, quand il vient à peine d'être désigné président du Conseil. *Plus d'un mois après les élections !* Blum intervient. Il promet : la semaine de 40 heures, les conventions collectives, les congés payés. Mais il demande aux travailleurs de s'en « *remettre à la Loi, pour celles de leurs revendications qui peuvent être réglées par la Loi, et de poursuivre les autres, dans le calme, la discipline, la dignité* ».

Le 6, les grèves progressent et particulièrement en province. Les mineurs lancent un mot d'ordre de grève pour le 8. La conception que nous avons, à la GR, du mouvement autonome des masses se vérifie, au travers de ce torrent, magistralement. A Bagnaux, l'Union locale CGT, débordée, édite des cartes provisoires. Toute la population apporte son concours aux grévistes qu'elle ravitaille et encourage. Les petits commerçants fournissent gratuitement du vin, des boissons, des denrées alimentaires. Comme

il y a peu d'industries dans notre localité, nous débordons sur Montrouge où les ouvriers, dans les usines, nous reçoivent chaleureusement. Les discussions 'engagent facilement. On demande à ceux qui viennent de prendre la parole et chacun y va de son couplet, que les gars applaudissent, certes, mais qu'ils savent critiquer et développer. Lorsque chez Messier, mon camarade Daurel me demande de prendre la parole, je lui dis : « *Lorsque je vous entends discuter entre vous, je n'ai pas l'impression, en dehors de la solidarité, de vous apporter grand-chose !* » Je le pousse, en riant, sur l'estrade en lui demandant d'expliquer comment pour lui se présente la situation. Et il déclare: « *Nous vivons, camarades, une situation révolutionnaire. Nous voulons socialiser, et ne pas seulement nationaliser, les industries clés. Nous voulons, dans l'usine, diriger la production, avoir accès aux livres comptables, apprendre à gérer. Nous voulons que se constituent des comités d'usine qui seront en liaison avec la population locale, le petit commerce, avec ces paysans qui sont venus (...). Nous voulons en cinq mots et non pas en cinq lettres : « tout le pouvoir aux travailleurs !* »

Il est applaudi frénétiquement ! Seuls, quelques membres de la cellule communiste grognent dans un coin. C'est vers eux que se dirige Daurel : « *Vous n'avez pas l'air d'accord camarades! Alors, il faut le dire! Vous en expliquer !*» Il montre la tribune: « *Là !*»

Sur les 300 ouvriers de chez Messier, il n'y a qu'une dizaine de communistes, c'est grâce à Charleval, mais 250 syndiqués. Le groupe socialiste compte plus d'une centaine d'adhérents, et ça se sent. « *Non, on n'est pas en désaccord, on trouve seulement que tu vas trop vite !* »

Le 8 juin la Chambre sanctionne les accords Matignon qui apporte:

- la reconnaissance du contrat collectif.
- la reconnaissance du droit syndical.
- la reconnaissance des délégués ouvriers.
- des augmentations de salaires de 7 à 15 %, sous l'arbitrage du président du Conseil.

Lorsqu'un représentant du patronat, à l'hôtel Matignon, interpella Benoît Frachon en lui disant: « *Monsieur Frachon, avez-vous des augmentations pareilles ?* »... celui-ci aura beau lui rétorquer « *Et vous des grèves aussi imposantes ?* », le patronat français se tire à bon compte des grèves de juin 1936...

Même après la signature des accords, les grèves s'élargissent. Le même jour, le Bâtiment et les Mines sont en grève. Le 9, les délégués ouvriers de la métallurgie repoussent les propositions de reprise du travail formulées par leur propre direction syndicale. Le 10, l'assemblée des mêmes délégués déclare : « *Le contrat collectif de la métallurgie devra être signé avant le 12 juin, sinon, les usines travaillant pour la guerre et pour l'État seront nationalisées, leur fonctionnement assuré par le personnel, techniciens et ouvriers, sous le contrôle des ministres intéressés* ». [1]

Cela n'allait pas bien loin, évidemment, mais reportez- vous à l'époque !

Le 10 et le 11, toute la région parisienne est en grève. Des défilés dans les rues avec le drapeau rouge, un enthousiasme populaire extraordinaire... C'est juste ce jour- là, le 11, que Maurice Thorez choisit pour déclarer : « *Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles sont obtenues.* » La Révolution, qui était là, à portée de la main, venait d'être trahie

Que pouvons-nous faire, nous qui venons de naître ?

Combien notre camarade René Lefevre était censé lorsqu'il écrivait en février 1936: « *Les travailleurs, dans divers pays, ont trouvé une nouvelle forme d'action directe : la grève sur le tas. Ils l'ont choisie eux-mêmes, en dehors et contre la bureaucratie syndicale !* » Et comme je me sens proche de l'analyse faite par mon vieil ami Jean Rous, lorsqu'il écrit : « *Le premier caractère de l'occupation de masse de 36 consiste en une mainmise temporaire sur l'appareil de production capitaliste. Il s'agit donc d'un acte profondément révolutionnaire... les travailleurs organisent eux-mêmes l'ordre à l'intérieur de l'usine ainsi que le ravitaillement. Ils imposent des règles à tous sans oublier le haut personnel et la direction. En cas d'urgence sanitaire ou de première nécessité, ils assurent même, dans l'intérêt public, une certaine distribution des produits : lait, essence, sucre...* »

Tout ce qui allait se passer dès lors, une fois le torrent populaire contenu, devenait prévisible : de capitulation en capitulation, on allait mater les ouvriers, les précipiter dans la guerre, la répression, s'acharner sur eux, sans distinguer entre les staliniens et ceux qui s'opposaient à leur triste politique. Et, lorsque, 32 ans plus tard, en mai et juin 1968, le même torrent déferlera, il sera contenu par les mêmes hommes, en vertu des mêmes considérations, à l'encontre des enseignements de l'Histoire. Parce qu'il n'existera pas encore de Parti Révolutionnaire capable d'utiliser la force considérable qui émane du Peuple, de créer les organismes souples, efficaces, décisifs, que constituent les Comités de base.

Nous avons un long chemin à parcourir encore avant d'aborder cette étape de 1968. Que les militants révolutionnaires qui croient au Socialisme Libertaire paieront de leur sang, de leurs chaînes, de la torture, victimes de l'impitoyable répression.

En Catalogne libertaire

J'étais, depuis la fin de juin 36, à Cap-Breton, au Camp International des Faucons Rouges. Il y avait avec moi le groupe de Bagneux : quelques Faucons de Nid parmi lesquels Monette et Nicette, quelques Faucons Rouges, une dizaine de pionniers dont Benjamin Altmann. Le camp était dressé au bord de la lagune, sous les pins. Plus d'un millier de jeunes, dont deux cents des quinze à dix-huit ans, garçons et filles, venus de toute la France, certains des Pays Scandinaves, de Belgique, de Hollande, de Pologne, de Suisse, d'Angleterre, d'Espagne. Cette République qui se tenait immédiatement après les événements de juin était pleine d'enthousiasme et d'espoir. Et les discussions du soir, autour du feu, portaient sur le Front Populaire, la Gauche Révolutionnaire, Trotsky et les trotskystes, Staline et les

staliniens. Cette belle jeunesse, porteuse de nos désirs, appliquait elle-même les préceptes d'autodiscipline et assumait toutes les tâches matérielles du camp. Les élections des maires des diverses communautés avaient eu lieu dans la joie ; ils passaient impitoyablement devant la critique de leurs administrés, qui les révoquaient ou les encourageaient.

Le maître mot de la République c'était : la critique constructive ! C'était une préfiguration du socialisme dont nous rêvions, notre République des Faucons Rouges, et ces jeunes m'ont apporté, pendant les deux ans où je me suis occupé d'eux, de grandes joies, qui se sont prolongées, plus tard, lorsqu'il m'arrivait d'en rencontrer aux carrefours de l'Histoire sur le même chemin que le mien.

Vers le 10 juillet, au feu de camp du soir, qu'organisait le groupe espagnol, il y eut une discussion serrée sur ce qui pouvait se passer en Espagne. A la fin du débat, tous sentaient que la Révolution était aux portes de ce pays. Combien d'adultes, en France, en étaient-ils conscients ?

Le 11 et le 12, la discussion n'était pas épuisée. Nos enfants brûlaient du feu sacré. Ils auraient voulu, tous, apporter leur force, leur foi, aux camarades espagnols. Faute de pouvoir le faire, voici ce qu'ils décidèrent le 12 juin après une heure du matin.

Ben prit la parole :

— Nous sommes tous conscients qu'il va se passer quelque chose en Espagne, et cela à brève échéance. Nous voudrions tous y être...

Des cris l'interrompirent : « *Oui ! Oui !* »

— Hélas, nous ne pouvons y aller, nos tâches sont ici, nos familles seraient inquiètes. Alors, nous avons décidé d'envoyer un délégué de la République des Faucons Rouges en Espagne, à Barcelone. Nous proposons comme délégué notre camarade Maurice Jaquier !

Des applaudissements, des bravos, des cris et brusquement, dans le silence de la nuit, sous le rougeoiement du feu, surgit une *Internationale* plus émouvante que jamais encore je n'en avais entendu.

Lorsque le calme revint, je leur dis simplement :

— Je serai votre délégué en Espagne. Je partirai demain à l'aube.

Ils sont tous autour de moi à me taper sur l'épaule, à me congratuler, à me presser les mains. Et nous parlons encore longtemps. Je suis très fier d'avoir été désigné par mes Faucons... Ils me font promettre de faire une relation de mon voyage... Je leur ai promis que si je revenais avant la fin du camp, ce qui était improbable, je le ferai. Sinon, j'accomplirais ma mission dans l'esprit qui anime la République des Enfants de la classe ouvrière.

Le lendemain matin, Ben me remet un viatique, fruit de la collecte faite auprès d'un millier de gosses. Il y avait près de dix mille francs. Heureusement... Il ne me restait qu'un millier de francs en poche. Je partis sac au dos, ma tente-cercueil roulée dessus, en short et en chemisette. A plusieurs centaines de mètres du camp, j'entendais encore les hurrahs de mes gosses et le Chant d'Oviedo qui traversait les branches, mêlé au soleil qui allait éclairer ma route. Nous avons décidé ensemble de mon chemin. Nous sommes le 13 et ils ont calculé, mes petits, que je dois être à Barcelone au plus tard le 19. Je ne veux emprunter le train qu'occasionnellement, afin de ménager mon pécule. Jeannette Bachert m'avait adressé, au camp, une carte d'Ax où elle était en vacances avec sa mère et sa sœur... Je ne résiste pas au plaisir de la voir. Quand elle me voit, Jeannette m'accueille comme l'enfant prodigue. Elle m'embrasse comme du bon pain et crie :

— *Maman, Renée, levez-vous vite, Maurice est là ! Maurice est là !*

Renée m'a tendu sa main que je serre longuement, trop longuement peut-être, car elle la retire vite sous le regard appuyé que sa mère lance vers moi. Sa narine se pince un peu, à ma brune, comme lorsqu'elle est en fête, son œil est plein de joie et j'ai senti que son corps a frissonné au contact de ma main. Nous déjeunons avec entrain. Madame Calme ouvre une de ces boîtes de foie gras du Périgord dont elle a le secret et dont Jeannette sait que je raffole. Au cours de mon voyage je n'ai pu lire que *l'Humanité* et le *Popu*, qui parviennent, dans ces régions, avec un jour de retard. Elles me disent que la situation se dégrade de plus en plus en Espagne et qu'il semble que le général Franco ait quitté Ténériffe dans la nuit du 16 au 17. Il paraît qu'à Mellila, Tétouan, Ceuta, Larache, des révoltes ont éclaté. Cette journée de pause me permet de goûter un repos bien gagné. Si je suis en forme, les cuisses et les mollets sont douloureux. Renée me raccompagne et reste avec moi sous la toile... Elle me quittera au petit matin, languoureuse et apaisée comme je le suis, en me disant : « *Tu es fou d'aller là-bas. Mais c'est parce que tu es fou que je t'aime...* »

Je monte la route vers Bourg-Madame allègrement, réconforté par deux solides repas. Je m'arrête à une source pour boire et pour laver chemise et slip qui sécheront sur mon sac, dans mon dos, sous le soleil qui frappe déjà fort. Je parviens, le soir du 18 au pied du Puymorens, sans trouver une seule voiture. Il est vrai que je suis passé par des raccourcis dont on distingue facilement la trace en montagne et je m'endors d'un lourd sommeil. A quatre heures, je plie bagages et j'aborde la rampe qui me conduira au sommet du col. C'est un émerveillement. Au-dessous de moi de gros nuages blancs qui moutonnent, comme une mer de coton. Autour de moi et au-dessus, comme des îles émergeant de l'onde, des sommets noirs et pourpres. L'air emplit mes poumons d'oxygène, le soleil resplendit...

Je fais encore deux pas : une source coule comme une rosée fraîche, dans un bassin. Une auréole de vapeur flotte autour. En deux gestes, je suis nu et je m'ébroue sous l'eau glaciale. Au détour du sentier, une masse de granit sombre, une construction énorme sur laquelle je lis « *Auberge de Montagne du Touring-Club de France* ». Des chiens aboient, tandis qu'un homme jeune, habillé élégamment vient vers moi, amène.

— *C'est une auberge, cette maison.*

— *Bien sûr et j'en suis le père aubergiste.*

— *Puis-je, père aub', boire un café ?*

— *Mais bien sûr.*

Il m'entraîne dans une vaste salle rustique où brillent des tables et des bancs de bois roux tout neufs, à l'odeur âpre de résine. Il n'y a pas un chat à cette heure matinale, je suis le seul client. Alors que je rêvasse en regardant le paysage, il apporte une cruche de café, une autre de lait chaud, puis un énorme pain de campagne et une motte de beurre. Sans façons, il se met en face de moi, emplît mon bol, taille une magistrale tartine dans tout le rayon du pain, me tend un couteau, pousse le beurre vers moi, et à son tour se sert une rasade de café :

— *Vous êtes en vacances ?*

— *Non, en mission, je vais en Espagne voir ce qui s'y passe.*

Vous m'intéressez prodigieusement. Hors mon état de père aub, comme vous dites, je suis journaliste à *Paris- Soir*. Si vous passez par ici, au retour, apportez-moi des photos, je vois que vous avez un bon appareil. Je vous les paierai correctement. Et si vous me donnez une bonne relation de votre voyage, je la ferai passer sous votre nom et vous toucherez une pige.

— *Je ne peux rien promettre. Je ne sais pas la durée de mon séjour ni si je reviendrai par là. Si cela arrive, je vous promets de faire une pause en en votre compagnie.*

Il n'a pas voulu accepter mon obole pour ce copieux déjeuner. Il m'a serré la main cordialement. J'ai repris ma route. Je suis arrivé à Bourg-Madame en fin d'après-midi. Le commissaire à qui j'ai tendu mon passeport, m'a dit :

— *Vous passez la frontière à vos risques et périls, une insurrection a éclaté ce matin à Barcelone.*

— *C'est pour cela que je viens, monsieur le Commissaire.*

— *Dans ce cas, allez, et bonne chance !*

— *Merci.*

Il est sorti de son bureau des douanes, m'a regardé partir, de même que deux ou trois douaniers. J'ai traversé le pont qui enjambe le torrent. En face de moi, me regardant venir, quatre ouvriers vêtus d'un bleu de chauffe, armés, mitraillette au ceinturon, fusil en bretelle. Arrivé près d'eux, alors qu'ils vont m'interpeller, je leur dis :

— *Estos obreros ?*

— *Si, companero.*

Je les regarde de tous mes yeux, ces camarades, je vois en eux la Révolution, la mienne, celle à laquelle je crois de toutes mes forces et subitement, comme un enfant, je fonds en larmes ! Ils se sont approchés curieusement de moi, l'un d'eux me dit dans ma langue:

— *Tu es français ?*

— *Oui.*

— *Que viens-tu faire ici ?*

— *Je suis délégué de la République des Faucons Rouges de Cap-Breton, je viens pour essayer de vous comprendre et de vous aider, pour savoir ce que nous pourrons faire pour vous.*

— *Tu es de quel parti ?*

— *De la Gauche Révolutionnaire dans la SFIO.*

— *Alors, salud, hombre ! Je m'appelle Benito... comme Mussolini... Ruiz... Je suis du Parti Socialiste Unifié de Catalogne. Tes papiers ?*

Je sors mon passeport, qu'il examine.

— *Écoute, mon camarade, ton passeport est en règle, mais pour nous, il ne prouve rien. N'as-tu pas un mandat, ta carte du Parti, une autre preuve ? Je sors de mon sac ma carte de la SFIO, celle de la GR, un exemplaire du Drapeau Rouge organe de la Fédération de la Seine sur lequel figure en manchette : Administrateur : Maurice Jaquier. Quand il a vérifié, Benito a un grand rire, il me tape sur l'épaule comme le font les Espagnols dans cette accolade fraternelle qui leur est propre, et me dit:*

— *Ça va camarade ! Tu es chez toi en Espagne.*

Il traduit aux autres mes explications et chaque milicien vient vers moi, répète l'accolade, en disant:

— *Salud , companero !*

L'un d'eux m'emmène avec lui vers Puigcerda, où le Comité Révolutionnaire me délivrera un laissez-passer. Nous tentons, en route, de nous expliquer, moi dans mon espagnol scolaire dans lequel je m'empêtre, lui en catalan cette langue si noble et si belle, dans laquelle je retrouve quelque-chose de mon patois cévenol.

— Ruiz, me dit-il, pas bon. *Comunista !*

— *Usted que es ?*

— Ne se dit plus *usted*. *Anarquista.*

— *Anarquista, comunista, socialista, todos son hermanos ?*

— *Nada, nada...* et il rit, d'un rire jeune qui dévoile une denture superbe, sous une moustache fine. Il a des lèvres minces, des yeux noirs, un teint mat, un visage ridé mais plein de jeunesse.

— *Tu es... — il cherche ses mots — ... un idéaliste ?*

— *Oui, si, oui...*

— *Moi aussi, mais réaliste... alors ? Staline mauvais...*

— *Sûr, companero ! Heureux de s'être fait comprendre, il active le pas et parle si vite que je ne parviens qu'à saisir des bribes de ce qu'il me raconte :*

— *Militar no, revolucionario si... Politicos... nada... Union hermanos proletarios... bueno... jefes politicos... nada... los obreros solos...*

Il m'accompagne dans une splendide maison qu'il me désigne de la main:

— *La Casa del Pueblo... La Maison du Peuple !*

Il y a là une foule d'homme en armes qui vont viennent, entrent, sortent, parlent bruyamment, rient, se tapent sur l'épaule. Juan — c'est le nom de mon camarade — explique qui je suis, dit qu'il me laisse en leurs mains pour que je voie le secrétaire du Comité local des Milices antifascistes. Les autres m'apportent du vin, du pain, du jambon sec. Ils me disent :

— *Mange si tu as faim, bois si tu as soif. Ici, tout est à nous, tout est donc à toi. Tu es un compagnon et nous t'accueillons en compagnons. Le secrétaire du Comité va venir, il t'entendra, c'est un anarchiste, un vrai et un dur qui a fait ses preuves. Un émigré qui est rentré de France il y a deux ans. Il est responsable de Puigcerda et de sa région.*

Nous réussissons à nous comprendre plus par gestes et mimiques que par paroles... mais certains parlent français et l'un d'eux m'explique :

— *Nous avons rasé l'église. Seule, la tour subsiste.*

— *C'est monstrueux ! Elle est au peuple qui l'a construite, elle appartient au peuple.*

— *Écoute compagnon, si nous sommes battus, car, hélas, nous pouvons être battus, il leur faudra au moins cinquante ans pour la reconstruire, leur église. Tu comprends, cinquante ans sans culte ! Dans ce pays où ce sont les catholiques qui nous oppriment le plus...*

— *Oui, je comprends, mais je déplore.*

Une rumeur. Un homme vient d'entrer. Petit, basané, contrefait. Il boite.

(...)

Il a un sourire très doux, que je connais bien, pour me dire:

— *Nous savions que nous y arriverions. Ce sera encore très dur, Maurice, mais le peuple s'est réveillé et avec le peuple nous pouvons tout. Et si nous avons le malheur d'échouer, ce n'est pas, sois en sûr, quelques milliers d'hommes qui paieraient leur révolte, comme ce fut le cas lors de la Commune de Paris, mais des centaines de mille. Si ça advenait, ça laisserait une empreinte si profonde dans le monde du travail que jamais, ensuite, il ne commettrait à nouveau les fautes que nous commettrions si nous n'allions pas, maintenant, jusqu'au bout.*

Il m'a donné un bon de réquisition pour un billet vers Barcelone et nous nous sommes séparés en nous étreignant à l'espagnole.

J'ai rapidement trouvé la gare. Sur mon chemin, des voitures filent à toute vitesse, passant sur les trottoirs pour éviter les piétons qui marchent, eux, sur la chaussée. Toutes, portent sur les ailes des drapeaux noirs et rouges. Quelques-unes des drapeaux rouges, un petit nombre les quatre bandes de la Catalogne, peu l'emblème de la République. Le train est en gare. On me donne un billet en échange du bon. Les wagons sont pleins d'inscriptions, de sigles, de promesses. On y parle de vengeance et de victoire. De fascisme odieux et de Peuple Souverain ! La locomotive est frappée des lettres blanches UGT-CNT. Elle est couverte de drapeaux rouges, rouges et noirs, comme si on l'avait parée dans l'attente d'un voyageur de marque. Les chauffeurs arpentent le quai, un brassard rouge au bras : Collectivisé. Le chef de gare sourit vers moi et me dit :

— *Vous allez à Barcelone ?*

— *Sûr.*

— *Alors, compagnon, regardez de tous vos yeux, vous allez voir la Révolution. Ici, elle est faite, nous sommes un petit village. Là-bas — il fait signe de son pouce vers le Sud — , c'est un million et plus d'hommes et de femmes qui construisent l'avenir.*

— *Je ne fermerai pas les yeux, soyez-en sûr ! Je ne quitterai pas la portière tout le long du voyage.*

Très peu de monde, dans ce train, qui ne tire, d'ailleurs, que trois wagons de voyageurs mais beaucoup de wagons de marchandises. Lorsqu'on traverse les villes et les villages, je vois des oriflammes... des hommes armés et des hommes armés... des affiches multicolores et des affiches multicolores... Partout..., petit ou grand, chaque pays est un bariolage de couleurs vives. Et, lorsque je salue de mon poing fermé, d'autres poings se lèvent et des cris répondent aux miens : « *Vive la Révolution !* »

A Barcelone à la Estacion de Francia, aucun contrôleur ne me demande mon billet, que je garderai contre les vents et les marées d'après, frappé à la date du 20 juillet 1936. Lorsque je sors, j'ai le souffle coupé. C'est le même spectacle qu'à Puigcerda, multiplié par mille, dix mille, cent mille. Les voies grouillent de gens, presque tous armés. Des voitures foncent à toute allure, martiales, leurs drapeaux au vent. Leurs sigles. Elles montent sur les trottoirs, descendent sur la chaussée, exécutant une impressionnante voltige de virtuoses. Des drapeaux partout. Ceux des anarchistes dominant. Des autobus rouges circulent, parés d'étendards. Des inscriptions, toujours : UGT — CNT — FAI — et, plus

qu'à Puigcerda, UHP. Des trams roulent en ferrailant, bourrés de monde, sur les marchepieds et même les tampons. Des affiches, encore plus nombreuses et plus belles qu'en Cerdagne.

Et cette cohue, ces camelots qui vendent des insignes révolutionnaires, des bonnets de police rouges, rouges et noirs. J'achète un poing fermé qui symbolise le front rouge et que je mets à la boutonnière de mon gilet... il servira, plus tard, de modèle à l'insigne du PSOP, barré des trois flèches symboliques. Les kiosques débordent de journaux, de revues. Sur les trottoirs des brochures de propagande: Lénine, Trotsky, Rosa, Kropotkine, Marx, Engels, que vendent des camelots. Des filles merveilleuses passent en bande et collectent.

J'épelle les titres et j'arrive à lire, presque sans mal, mot par mot. Lorsque je bute... je réfléchis un peu... et si je ne trouve pas, j'appelle le camarero, qui en riant traduit pour moi. Je trouve, pour y dîner dans le quartier populaire, un restaurant ouvrier. La salle est pleine... tous ont des armes... Quand je suis entré, un filet de méfiance... Quand je suis entré, un filet de méfiance... On est venu vers moi pour m'interroger. Mes réponses ont dû leur plaire car ils me font fête. L'un d'eux me donne rendez-vous le lendemain. Il me conduira dans la montagne, à Bellmut, où le comité du plomb, auquel il appartient, va tenter de remettre en route un riche gisement que la société anglaise qui l'exploitait a laissé noyer pour faire monter le cours du métal gris.

(...)Mon compagnon me tient par le bras et nous devisons joyeusement. Il semble très connu car des gens l'interpellent, lui secouent les mains, l'interrogent parfois longuement...

— *Allons boire un café, nous serons plus tranquilles pour parler sérieusement.*

Nous entrons au Moka qui est plein de monde mais où il déniche une place, dans un coin de terrasse. Il est content d'apprendre mon projet pour demain.

— *C'est bien, me dit-il, tu te mets dans le bain tout seul et c'est comme cela que tu dois faire.*

— *Ecoute, Blanco...*

— *Ne m'appelle pas Blanco, je suis Rojo.*

— *Ecoute, Rojo, répliquai-je en riant, tu sais ce qu'est la Gauche Révolutionnaire. Je suis sûr, quand je vais rentrer, qu'elle se mobilisera pour vous aider. Je précise bien ma pensée, nous n'aiderons ni le POUM, ni la FAI ni le PSUC, mais la Révolution, et si le Comité central des Milices antifasciste se concrétise dans la réalité, comme nous le pensons, c'est avec lui et lui seul, tant qu'il existera, que je prendrai contact.*

A ton sens, de quoi avez-vous le plus besoin ? D'armes ou d'hommes ?

— *D'armes, Maurice, d'armes ! Des hommes il s'en lève par dizaine de mille à la fois et sur le front de Téruel certains attendent que des copains tombent pour ramasser leur fusil ou leur mitraillette. D'armes*

! De mitrailleuses, de canons, de chars, d'avions, de munitions, de télémètres, de radiogoniomètres. Elle est riche d'espoir, l'Espagne, et pauvre d'industries. En Catalogne il y a des usines métallurgiques et des fabriques de tissage. Une petite usine, ce matin, a fabriqué des obus de tranchée et des obusiers. Si tu savais l'intelligence et la promptitude des travailleurs ! Si tu voyais, comme je les vois, les initiatives qu'ils prennent ! Qu'il est héroïque, mon pays ; et qu'ils sont conscients de leurs responsabilités, nos compagnons !

— *Des armes, des munitions, répète-t-il. Mais où allez-vous les trouver ?*

— *Blum est le chef du gouvernement.*

Il hoche la tête :

— *Je n'ai guère confiance en lui. On parle, actuellement, du refus d'intervention qu'il mijote.*

— *Sans doute as-tu raison. Mais il y aura le poids de l'opinion publique, qui doit être alertée et qui le sera. Et, puis, il y a les travailleurs, qui construisent et qui transportent. Ils sortent gonflés à bloc de grèves extraordinaires.*

— *Je crois plus, Maurice, aux ouvriers de France qu'aux chefs socialistes.*

Nous nous sommes quittés tard, vers trois heures du matin. Et les rues bruissaient de tellement de monde que je pensais que les gens allaient au travail. Ils jouissaient seulement de la douceur de la nuit et de la grandeur de leur épopée.

J'avais retenu une chambre au-dessus du restaurant, où j'avais laissé mon barda. Et j'ai dormi, recru de fatigue, les idées volaient et s'entrechoquaient dans ma tête. Un poing solide heurte l'huis. « *Ohé ! Compagnon, réveille-toi, nous partons dans une heure.* » Je prends une douche sur le palier et descends boire un café plein d'arôme et manger des croissants qui sont délicieux.

Le délégué du plomb s'appelle Fernando. Nous partons dans une Primaquatre, pour aboutir, au-dessus de Reus, dans une région montagneuse. Nous avons laissé plus bas l'Arc de Triomphe de Tarragona. Le comité des mines

[pages 116-118 manquantes]

(...) naïve de ces travailleurs. Car leurs chars d'assaut étaient montés sur des roues à pneumatiques ! Et comme ils étaient conscients que cela les rendait vulnérables, savez-vous ce qu'ils avaient inventé ? Développant des trésors d'astuce, ils avaient caparaçonné leurs engins de chaînes d'acier qui partaient du bas de la caisse jusqu'au ras du sol, pour faire ricocher les projectiles.

Ils avaient l'air de palefrois, les tanks des métallos de Barcelone. Et la Révolution s'était accomplie ici le 20, nous n'étions que le 25... Avec un peuple comme celui-là, je me sentais rassuré. Le 23, le Comité

central des Milices antifascistes est officiellement constitué. Il est composé ainsi : trois représentants de l'UGT, de la CNT, de la FAI, un représentant du POUM, un des Rabassaires, deux de chacun des partis qui se prétendent républicains. Ce sont Durruti, Garcia Oliver, Joaquim Ascasso (le frère de celui qui fut tué au début de l'insurrection) et Rovira, puis Gironella, puis Gorkin, du POUM, qui y exercent la plus grande influence. En Catalogne et dans la partie tenue par les Républicains, les partis de droite sont interdits. Les hôtels particuliers, les journaux réactionnaires, les usines, les services publics sont réquisitionnés ou nationalisés, collectivisés, socialisés, syndicalisés...

La lutte contre l'Église se déchaîne. Les églises sont brûlées, détruites, elles sont le symbole essentiel de l'oppression. Seules, les provinces basques, où le bas clergé a pris le parti du peuple, sont épargnées.

A Barcelone, une police politique est créée qui prend le nom de Patrouilles de Contrôle. Elles sont chargées de l'ordre, de réduire les exactions. Elles proclament « *que les bas-fonds de Barcelone déshonorent la Révolution.* » Des Comités de travailleurs maintiennent en activité, au plus fort de la bataille, les services publics : la poste, les téléphones, les chemins de fer, les trams, métros et bus. Dans le privé, les usines de textile, de mécanique, d'automobile fonctionnent sous la direction des organisations syndicales, qui pallient les défections des techniciens fascistes et démontrent, magnifiquement, l'adaptation des travailleurs à la prise de possession révolutionnaire du pouvoir économique.

Les Gardes Civils, les Asaltos, sont dissous. Ils sont ensuite incorporés, individuellement, dans les Milices antifascistes que chaque organisation politique ou syndicale s'est donnée. Ils ne se distingueront même plus par l'uniforme, on les revêt de monos, comme les ouvriers. Là où, sous des pressions diverses, ces précautions n'ont pas été prises, les troupes de l'ordre passeront, lorsque les combats deviendront douteux, du côté fasciste.

Très faibles en Catalogne, comme dans le reste de l'Espagne, les communistes ont constitué le Parti Socialiste Unifié de Catalogne, le PSUC, dirigé par Comorera, un vieux socialiste, certes, mais un anti-anarchiste notoire, sur qui les communistes exercent leur influence pernicieuse. Le PSUC est affilié à la III^e Internationale, c'est un faux-semblant de parti socialiste. Mais, les staliniens, par ce biais, contrôlent l'UGT, forte d'une trentaine de milliers d'adhérents en Catalogne, alors que la CNT dispose de plus de 600 000 adhérents dans la seule ville de Barcelone.

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM)), que nous considérons à la Gauche Révolutionnaire comme une sorte de parti frère, a vu le nombre de ses adhérents augmenter très sensiblement depuis le début de la Révolution, en raison du courage et de la virulence de ses militants. Certes, son leader, Joaquin Maurin, qui a été fait prisonnier à Jaca alors qu'il se trouvait au moment de l'insurrection en Galice, va terriblement manquer au POUM. Mais il reste Andrès Nin et Julian Gorkin qui ont déjà fait leurs preuves et qui, bien que traumatisés par l'absence de Maurin, tiendront la barre de leurs mains fermes et jusqu'à l'extrême limite de leurs forces.

Note:

1. *Le Peuple*, 11 juin 1936.